

CRÉER UN ÉQUILIBRE DANS L'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE DU CANADA

FOOD, HEALTH &
CONSUMER PRODUCTS
OF CANADA

FHCP PASC

PRODUITS ALIMENTAIRES,
DE SANTÉ ET DE CONSOMMATION
DU CANADA



Canadian
Federation of
Independent
Grocers | Fédération
Canadienne
des Épiciers
Indépendants

CFA FCA
CANADIAN FEDERATION
OF AGRICULTURE | FEDERATION CANADIENNE
DE L'AGRICULTURE

DPAC ATLC
Dairy Processors Association of Canada
Association des transformateurs laitiers du Canada



Food Processors of Canada



UPA L'Union des
producteurs
agricoles

CM & E CANADIAN
MANUFACTURERS
& EXPORTERS

CMC
100 YEARS
CANADIAN MEAT COUNCIL



Canadian
Horticultural
Council | Conseil
canadien de
l'horticulture

FCEI CFIB
FÉDÉRATION CANADIENNE
DE L'ENTREPRISE INDÉPENDANTE. | CANADIAN FEDERATION
OF INDEPENDENT BUSINESS.

Food and
Beverage
Canada



Aliments
et boissons
Canada



Canadian Beverage Association
Association canadienne des boissons

The voice of Canadian fruit and vegetable growers



**FOOD &
BEVERAGE**
manitoba



ALOERTA
food processors association

ODC
Ontario Dairy Council



WESTERN DAIRY COUNCIL

**Conseil des
industriels laitiers
du Québec inc.**



Canadian Corrugated and
Containerboard Association
Association canadienne du
cartonnage ondulé et du
carton-caisse

ALIMENTS ET
BOISSONS
ATLANTIQUE



FOOD &
BEVERAGE
ATLANTIC

CTAQ

CONSEIL DE LA
TRANSFORMATION
ALIMENTAIRE
DU QUÉBEC

**FOOD &
BEVERAGE**



Association des
producteurs maraîchers
du Québec



BC
GREENHOUSE
GROWERS'
ASSOCIATION

HORTICULTURE
HNS
NOVA SCOTIA

ONTARIO
FRUIT & VEGETABLE
GROWERS' ASSOCIATION



Kap

KEYSTONE
AGRICULTURAL
PRODUCERS
of MANITOBA

BCAC
BC AGRICULTURE COUNCIL
Leading the way together



NOVA SCOTIA
NSFA
FEDERATION OF AGRICULTURE

Alberta
Federation
of Agriculture



Agricultural
Alliance
of NB • agricole du N.-B.

Actuellement, seulement cinq grandes chaînes contrôlent plus de 80 % du marché de détail en alimentation au Canada. Les détaillants sont donc en mesure d'imposer unilatéralement les conditions commerciales à leurs fournisseurs de produits alimentaires.

Ces pratiques ont façonné le système alimentaire canadien d'une manière qui désavantage les agriculteurs, les transformateurs, les épiciers indépendants et les consommateurs canadiens. Elles ont réduit les investissements dans la production et la transformation des aliments au Canada, diminué la sécurité alimentaire canadienne et ont rendu les Canadiens plus dépendants des aliments produits à l'extérieur du pays.

Les coûts élevés inhérents aux relations commerciales avec les grands détaillants en alimentation du Canada limitent la capacité des petits et moyens agriculteurs et transformateurs à livrer leurs produits aux consommateurs, ce qui constitue un obstacle majeur à l'expansion et à la croissance. Cela place, de plus, les détaillants en alimentation indépendants de petite et moyenne taille dans une situation de désavantage concurrentiel. Pour les consommateurs, cela signifie qu'ils ne peuvent accéder qu'à une certaine partie des produits fabriqués au Canada.

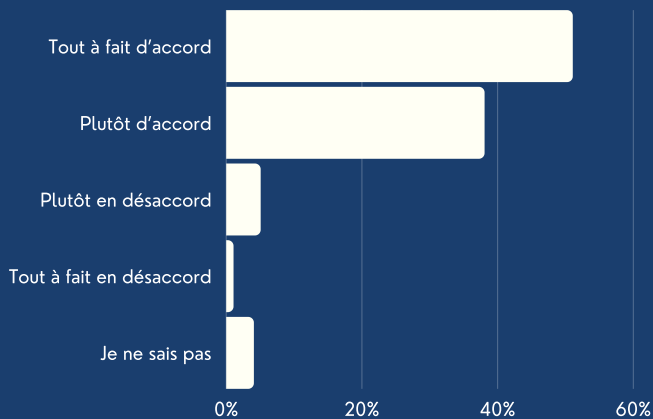
Cette situation est une préoccupation croissante pour les producteurs et les transformateurs d'aliments. Alors que le Canada réfléchit à l'avenir de son système alimentaire, le moment est venu d'envisager des interventions qui appuieront le type de chaîne d'approvisionnement alimentaire que les Canadiens souhaitent et méritent.

Le mois dernier, Abacus Data a été mandaté pour sonder les Canadiens afin de connaître leur opinion sur la situation actuelle de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Selon les résultats obtenus, il s'avère que les consommateurs canadiens croient que des améliorations sont nécessaires. Une forte majorité de Canadiens estime que le fait qu'un petit nombre de chaînes d'épiceries se font concurrence propulse les prix des aliments à des niveaux plus élevés et que notre chaîne d'approvisionnement alimentaire a besoin d'un meilleur équilibre [1].

Les Canadiens veulent un secteur agroalimentaire fort

L'expérience du Canada avec la Covid-19 a mis en évidence l'importance d'avoir une chaîne d'approvisionnement alimentaire résiliente et robuste. Pendant cette période, la dépendance à l'égard des produits importés a laissé le pays sans accès à des équipements vitaux et, avec la fermeture des frontières avec les partenaires commerciaux, les Canadiens se sont inquiétés des perturbations de leur approvisionnement alimentaire. Aujourd'hui, plus que jamais, les Canadiens veulent que leurs aliments soient cultivés et transformés chez eux autant que possible et ils estiment que le gouvernement doit soutenir le secteur agroalimentaire.

Alors que le Canada tient compte des leçons apprises et cherche à renforcer ses chaînes d'approvisionnement nationales - alimentaires et autres -, il est essentiel d'examiner comment



89 % des Canadiens s'entendent pour dire qu'il est essentiel que le Canada ait une chaîne d'approvisionnement alimentaire nationale robuste afin que nous n'ayons pas à compter sur les produits provenant d'autres pays.

FIGURE 1. Ceci étant dit, dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec ce qui suit : il est essentiel que le Canada ait une chaîne d'approvisionnement alimentaire nationale robuste qui ne dépend pas de produits fabriqués ou cultivés à l'étranger. Abacus Data, Septembre 2020.

Les pratiques des grands détaillants en alimentation influencent l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Le recours à des frais et à des pénalités arbitraires et le non-respect des dispositions des contrats **ont créé un climat d'incertitude qui décourage l'investissement dans les secteurs agroalimentaires du Canada.**

Les participants à une étude réalisée en 2018 ont souligné que les frais élevés facturés par les détaillants ont joué un rôle majeur dans leur décision de ne pas innover et/ou d'investir au Canada. Alors que près de la moitié des aliments disponibles au Canada sont produits au pays, plus de 80 % des nouveaux produits introduits pour la vente au détail ont été développés ou fabriqués en dehors du Canada [2].

L'affaiblissement du secteur de la transformation a un effet en cascade tout au long de la chaîne d'approvisionnement et rend notre pays plus dépendant des produits importés. Par exemple, les possibilités de marché intérieur pour les agriculteurs canadiens sont affaiblies et cette situation les oblige à se tourner vers les marchés d'exportation. Cela risque donc de créer une situation dans laquelle les Canadiens verront les produits agricoles exportés pour revenir au pays sous forme de marchandises transformées ailleurs. Pour les entreprises de transformation qui cherchent à exporter, l'environnement actuel rend difficile l'établissement de ce qui est nécessaire pour développer les marchés d'exportation des innovations canadiennes, ce qui limite encore plus la croissance du secteur agroalimentaire canadien.

En outre, ces pratiques placent les détaillants indépendants en situation de désavantage concurrentiel. En garantissant un approvisionnement équitable à ces détaillants, on leur permet non seulement de poursuivre leurs activités, mais aussi de demeurer un élément essentiel du soutien à la sécurité alimentaire des nombreuses communautés rurales et éloignées qu'ils desservent.

Les Canadiens veulent que leurs aliments soient cultivés et transformés au pays autant que possible et ils estiment que le gouvernement doit soutenir le secteur agroalimentaire. Pour renforcer et développer le secteur agroalimentaire canadien à valeur ajoutée, le gouvernement doit d'abord s'attaquer aux facteurs qui découragent l'investissement et l'innovation.

LES CANADIENS NE CROIENT PAS QUE L'ENVIRONNEMENT DU SECTEUR DE L'ALIMENTATION AU DÉTAIL LEUR PROFITE

Le Canada a un secteur de l'alimentation au détail très concentré avec seulement cinq grandes entreprises qui contrôlent plus de 80 % du marché canadien de l'alimentation au détail. Le pouvoir des détaillants sur la chaîne d'approvisionnement alimentaire est inégalé; même le plus grand transformateur de produits alimentaires qui détient plusieurs marques nationales ne contrôle pas plus de 3% du volume d'un détaillant donné [3].

79 % des Canadiens estiment que le fait qu'un petit nombre de chaînes d'épicerie se font concurrence au Canada propulse les prix à l'épicerie plus hauts qu'ils ne devraient l'être.

La grande majorité des Canadiens (79%) estime que le fait qu'un petit nombre de chaînes d'épicerie se font concurrence au Canada propulse les prix à l'épicerie à des niveaux plus élevés qu'ils ne devraient l'être [1], et ils ont raison de se sentir ainsi. Les pratiques du secteur du détail et les frais divers réduisent l'efficacité et la productivité de la chaîne d'approvisionnement alimentaire du Canada. On estime que les frais, les déductions et les coûts administratifs nécessaires pour simplement mettre les produits en rayon, communément appelés « dépenses de commercialisation », ont augmenté deux fois plus vite que les ventes au cours des cinq dernières années. Les dépenses de commercialisation sont nettement plus élevées au Canada que dans d'autres pays; elles représentent 28 % des coûts des transformateurs canadiens, contre seulement 18 % aux États-Unis [2].

Cette situation oblige également la chaîne d'approvisionnement à se concentrer sur les mauvaises priorités : au lieu de trouver des moyens d'améliorer l'efficacité de la chaîne logistique et des processus, les fournisseurs consacrent des ressources importantes à l'administration. Un tel exemple est celui des « vérifications postérieures » des détaillants, où un détaillant déduira plusieurs centaines de milliers de dollars avec une documentation limitée. Le processus permettant aux fournisseurs de déterminer la validité des réclamations des détaillants et de récupérer les sommes dues prend d'innombrables heures administratives et crée un fardeau financier lourd et inattendu s'élevant à des millions de dollars de dépenses commerciales supplémentaires par transformateur et par an. Cette situation a un impact négatif important sur l'innovation et la croissance, ainsi que sur les prix à la consommation.

76 % des Canadiens estiment que le gouvernement devrait intervenir afin de veiller à ce qu'une plus grande proportion des produits vendus sur les tablettes canadiennes soient fabriqués au Canada.

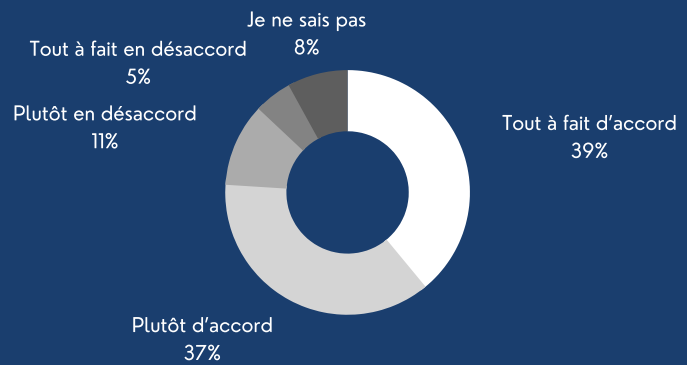


FIGURE 2. Plus des 80% des nouveaux produits offerts dans les épiceries ne sont pas faits au Canada; ils viennent soit des États Unis ou d'autres pays. Ceci étant dit, dans quelle mesure êtes vous d'accord ou en désaccord avec ce qui suit le gouvernement devrait intervenir et assurer la mise en place de règlements ou d'incitatifs pour faire en sorte qu'une proportion plus élevée des produits vendus sur les tablettes du Canada vienne du Canada. Abacus Data, Septembre 2020.

Les Canadiens appuient les mesures pour renforcer le système alimentaire canadien

De l'initiative Panier Bleu du Québec aux engagements pris dans le récent discours du Trône fédéral, les gouvernements de tout le Canada cherchent des moyens de renforcer les chaînes d'approvisionnement alimentaire locales de notre pays. Les Canadiens appuient le rôle du gouvernement pour ce qui est d'encourager les investissements dans l'agriculture et l'industrie agroalimentaire et de veiller à ce qu'il y ait un équilibre entre les différents acteurs de notre système alimentaire. **Dans les faits, une forte majorité (82 %) des Canadiens sont en faveur que le gouvernement en fasse davantage pour encourager les investissements dans les secteurs de l'agriculture et de la transformation alimentaire du Canada [1].**

Alors que les gouvernements étudient les mesures nécessaires pour soutenir les investissements et renforcer la chaîne d'approvisionnement alimentaire canadienne, la création d'un code de conduite pour les détaillants en alimentation doit être une considération essentielle. Ce code pourrait créer un plus grand équilibre dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire, et créer des paramètres pour garantir que les fournisseurs soient payés à temps, au prix négocié, et il permettrait d'éviter les mauvaises surprises ou des frais rétroactifs imposés au gré des détaillants. Cela contribuerait à réduire les pratiques qui découragent l'investissement et l'innovation dans les secteurs agroalimentaires canadiens. Un code de conduite pour les détaillants en alimentation devrait garantir que le principe de traitement équitable est appliqué à toutes les parties prenantes, qu'il s'agisse de fournisseurs ou de détaillants en alimentation.

87 % seraient d'accord que le gouvernement joue un rôle pour veiller à ce que ces entreprises traitent les fournisseurs et les consommateurs de manière équitable

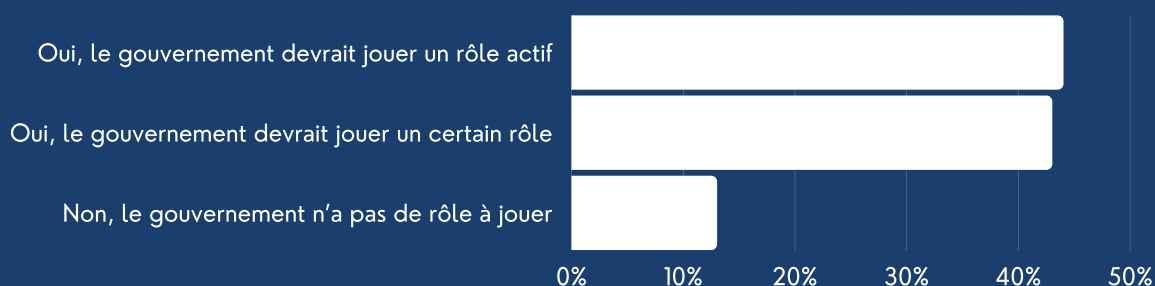


FIGURE 4. Comparativement à d'autres pays, le secteur de l'épicerie du Canada est contrôlé par un nombre relativement petit d'entreprises. Êtes-vous d'accord que le gouvernement joue un rôle pour veiller à ce que ces entreprises traitent les fournisseurs et les consommateurs de manière équitable. Abacus Data, Septembre 2020.

Certains détaillants ont affirmé, sans fondement, que des mesures pour lutter contre les pratiques déloyales et les inefficacités, dont l'établissement d'un code, augmenteraient le prix des aliments, mais les données n'appuient aucunement ces affirmations. Remédier aux inefficacités et aux pratiques déloyales de notre chaîne d'approvisionnement alimentaire aidera tout le monde: les agriculteurs, les transformateurs, les détaillants et les consommateurs canadiens. Dans les pays où des mesures ont été prises pour lutter contre certains comportements des détaillants en alimentation, l'inflation alimentaire a été beaucoup plus faible qu'au Canada. Au cours des sept années qui se sont écoulées depuis que le Royaume-Uni a établi son code de conduite, les prix des aliments ont diminué de plus de 8 %, tandis que les prix des aliments canadiens ont augmenté de 4% au cours de la même période (lorsque ajustés en fonction de l'inflation) [4].

La lutte contre les inefficacités et les iniquités de notre chaîne d'approvisionnement alimentaire est bénéfique pour tous : agriculteurs, transformateurs, détaillants et consommateurs canadiens.

Augmentation des prix des denrées alimentaires au détail, corrigés pour l'inflation (2013-2020)

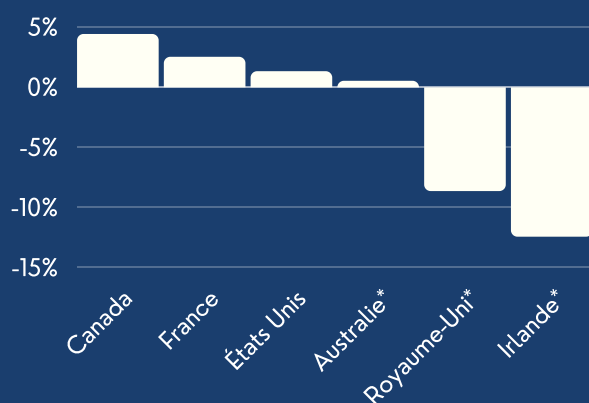


FIGURE 3. La source: StatCan; U.S. BLS; UK Office of National Statistics; Ireland Central Statistics Office; Australia Bureau of Statistics; France-Insee

*Indique un pays avec un code de conduite pour les détaillants en alimentation

NOUS PENSONS QU'UN CODE DE CONDUITE POUR LES DÉTAILLANTS EN ALIMENTATION EST LA SOLUTION

L'expérience d'autres pays comme le Royaume-Uni, l'Irlande et l'Australie a démontré l'intérêt d'introduire des codes de conduite pour résoudre les problèmes découlant de la forte concentration du marché de l'alimentation au détail. Des codes de conduite pour les détaillants en alimentation ont permis de rééquilibrer les relations entre fournisseurs et détaillants, d'améliorer la concurrence dans le secteur de l'alimentation au détail et d'accroître la collaboration tout au long de la chaîne de valeur. Ces codes ne se sont pas concentrés sur la réglementation ou le contrôle des contrats. Ils ont plutôt fixé des paramètres à l'intérieur desquels les entreprises sont libres de négocier les termes des contrats. L'accent général a été mis sur la réduction des frais arbitraires et punitifs, l'accroissement de la transparence et de la responsabilité ainsi que la valorisation des relations de « bonne foi » entre les détaillants et les fournisseurs de produits alimentaires.

Dans les années qui ont suivi la mise en œuvre du code britannique, les prix à la consommation ont diminué et la culture du secteur alimentaire a évolué pour être plus collaborative et plus axée sur le consommateur. Des données récentes ont montré que même les détaillants considèrent désormais le code comme un pas dans la bonne direction.

Nous pensons qu'il est temps que les gouvernements canadiens envisagent l'introduction de codes de conduite pour les détaillants en alimentation comme le moyen de renforcer notre chaîne d'approvisionnement alimentaire. En fait, **plus des trois quarts (77)% des Canadiens appuieraient le gouvernement s'il encourageait les fournisseurs de produits alimentaires et les détaillants en alimentation à adopter un Code de conduite canadien [1]**.

Notre appel en faveur d'un code de conduite pour les détaillants en alimentation vise à rétablir l'équilibre dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire du Canada en nivelant les règles du jeu, et à trouver une solution à la façon déloyale dont les grands détaillants en alimentation traitent leurs fournisseurs. Surtout, il s'agit de s'assurer que les décisions prises aujourd'hui ne compromettent pas la capacité du Canada de cultiver et de transformer des aliments au pays dans l'avenir.

Références

- [1] Abacus Data (2020). Tester l'appétit pour un code de conduite de l'épicerie. Réalisé au nom de l'Association des transformateurs laitiers du Canada, 23-29 septembre 2020.
- [2] Food, Health and Consumer Products (auparavant FCPC) (2018). FCPC industry sustainability and competitiveness study (en anglais).
- [3] Food, Health and Consumer Products (auparavant FCPC). "Fair Business Principles in the Canadian Grocery Industries" [Presentation] (en anglais).
- [4] Source: Statistics Canada, UK Office for National Statistics, compilation et calculs par l'ATLC (en anglais).